

la dette. Tout en évitant de créer de faux espoirs en la matière, nous devrions examiner avec soin cette suggestion ou d'autres suggestions qui ont été faites ces jours derniers par les banques centrales et privées.

#### Investissement direct

Comme solution de recharge à un accroissement de la charge de la dette, il est possible d'améliorer la façon dont l'investissement direct contribue à la croissance et allège les problèmes de balance des paiements des pays en développement. Comme il est lui-même une importante destination d'investissements directs, le Canada appuie activement et depuis longtemps le maintien d'un sain climat d'investissement international dans lequel les entreprises multinationales peuvent contribuer positivement à la croissance des pays en développement. Mais il nous faut clarifier davantage le potentiel de l'investissement direct et reconnaître ses limites si nous voulons comprendre comment il peut le mieux compléter toute la gamme des ressources transférées. Nous souhaitons que se poursuivent les efforts au sein de l'OCDE pour cerner de façon plus précise les facteurs qui, sur le plan économique et au niveau des politiques, sont susceptibles de valoriser la contribution que l'investissement direct peut apporter aux pays en développement. Un tel travail devrait se faire d'une façon qui tienne compte des sensibilités des pays en développement dans ce domaine ainsi que de la nature équilibrée des autres mécanismes de dialogue sur l'investissement. Nous recherchons tout particulièrement un heureux dénouement des négociations menées aux Nations Unies concernant l'adoption d'un Code de conduite sur les sociétés transnationales. Nous appuyons également le programme de travail convenu au sein du CIEM. D'autres études pourraient utilement s'attacher aux incidences qu'un relèvement des apports financiers consentis aux pays en développement pourrait avoir sur les intérêts industriels et les politiques commerciales des membres de l'OCDE.

#### Aide publique au développement

Mais il est clair que nous ne pouvons dépendre uniquement de la reprise économique et des marchés privés pour répondre aux besoins raisonnables des pays en développement. L'aide publique au développement est de plus en plus nécessaire tout particulièrement dans le cas des pays les plus pauvres. À cet égard, le Canada s'est engagé à y consacrer 0,7 % de son PNB d'ici 1990. Je crois que le Groupe de la Banque mondiale, notamment, doit pouvoir assumer un plus grand rôle de catalyseur de façon à assurer que des ressources suffisantes sont consacrées au développement. Pourtant, ces dernières années, nous avons eu de plus en plus de difficultés à fournir à la Banque mondiale et aux banques régionales de développement les ressources minimales nécessaires pour leur permettre de financer des projets de développement hautement prioritaires et pour faciliter les aménagements de structure. Si nous voulons que la Banque mondiale élargisse son dialogue avec les pays en développement de façon à opérer les changements de politique nécessaires et qu'elle serve davantage de catalyseur, nous devons lui fournir l'appui politique et financier nécessaire pour lui permettre de s'acquitter de son mandat. Nous ne devons pas permettre que des divergences nationales et bilatérales entravent sa capacité d'action à ce stade crucial. Nous devons approuver l'Augmentation